

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

90/46

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE INTERVENTION
DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK,
À LA DEUXIÈME RÉUNION MINISTÉRIELLE
SUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE
DANS LA RÉGION DE L'ASIE-PACIFIQUE

SINGAPOUR (SINGAPOUR)
LE 30 JUILLET 1990
SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Monsieur le ministre Lee, chers collègues,

John Crosbie devait lancer la discussion cet après-midi sur l'Uruguay Round en sa qualité de président de la prochaine réunion, à Vancouver, des ministres de l'APEC chargés des NCM. Je suis incapable d'imiter l'accent de John, mais nous avons tous deux la même volonté de voir notre groupe contribuer au succès de l'Uruguay Round.

Il est fort approprié que nous examinions ici, à Singapour, les progrès réalisés jusqu'ici dans les NCM. En effet, le pays qui nous accueille a connu l'une des grandes histoires à succès dans le domaine du commerce mondial des trente dernières années. En 1978, il se classait déjà au 31^e rang des pays exportateurs de biens, et poursuivant sur sa lancée, il s'est retrouvé en 18^e place en 1988. Singapour se place également au 17^e rang des principaux pays exportateurs de services. Et tout cela a été réalisé avec une population qui est moins nombreuse que celle que notre dynamique ville de Toronto.

En fait, je pourrais passer en revue les pays rassemblés autour de cette table et donner d'autres exemples semblables. La région de l'Asie-Pacifique est l'une des plus dynamiques au monde. Elle comprend une incroyable diversité, et a fait preuve d'une croissance économique et commerciale remarquable au cours des dernières années. Ces réalisations impressionnantes soulignent l'importance que revêt un système d'échanges multilatéraux libres pour les pays, quel que soit leur niveau de développement. C'est un exemple, et une leçon, que nous devons garder à l'esprit dans nos efforts en vue de mener l'Uruguay Round à bonne fin.

Au cours de ces derniers mois de négociations critiques, il est important que nous, de l'APEC, examinions l'état actuel des Négociations commerciales multilatérales. Ce qui va se passer à Bruxelles en décembre aura d'énormes répercussions sur chacun de nos pays et sur le contenu et l'importance des échanges commerciaux entre nos pays ainsi qu'avec le reste du monde. Ce groupe de pays de la région de l'Asie-Pacifique comprend un bon nombre des protagonistes de l'Uruguay Round. Le Canada est persuadé que les pays qui font partie du groupe peuvent réellement influencer l'évolution des négociations en énonçant des préoccupations et des intérêts communs et en regardant bien en face nos différences et en en discutant.

La semaine passée, le Comité des négociations commerciales s'est réuni à Genève. Cette réunion nous a permis de voir où

nous en étions dans les négociations et ce qu'il nous reste à accomplir. Nous nous rendons tous compte que les quelques prochains mois seront critiques. Nous partageons l'inquiétude exprimée par le Directeur général du GATT dans sa synthèse de la réunion. Certains progrès ont été réalisés, et certains groupes travaillent à partir de textes assez avancés. Cependant, pour bon nombre de questions, les négociateurs se heurtent aux mêmes différences fondamentales avec lesquelles ils sont aux prises pratiquement depuis le début du Round. Il ne reste que quatre mois, et il faut consentir des efforts soutenus et résolus afin d'arriver à un compromis et à un accord général si nous voulons atteindre les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés à Punta del Este.

Permettez-moi de souligner certaines questions qui, d'un point de vue canadien, posent problème.

Pour commencer, même la question traditionnelle des négociations tarifaires n'avance pas comme elle le devrait à cause de deux facteurs de base : la faiblesse de bons nombres d'offres tarifaires et le fait que certains pays ont étendu aux pêches et aux produits forestiers l'exclusion qui frappe l'agriculture. En outre, le commerce de ces produits axés sur les ressources naturelles concernent notre groupe de très près et pourtant, les négociations n'ont pas vraiment été entamées.

C'est pourquoi nous saluons la décision du Comité des négociations commerciales de réunir les groupes chargés d'étudier divers éléments de l'accès aux marchés et espérons que cela donnera lieu à une intensification des négociations.

L'une des questions principales, qui intéresse tout particulièrement notre groupe, concerne le commerce des textiles et des vêtements. Il y a encore d'importantes différences d'opinion sur la modalité à suivre pour ramener ce commerce dans le cadre des règles du GATT. Peut-être que la façon de progresser, étant donné l'état actuel des choses, est de reprendre les discussions sur les éléments fondamentaux régissant la période de transition, éléments tels que les mécanismes de sauvegarde, la couverture, la croissance et la flexibilité.

Le succès du Round dépend notamment d'une réforme fondamentale de l'agriculture, et pourtant de profondes différences subsistent, particulièrement en ce qui a trait à l'interdiction d'avoir recours aux subventions à l'exportation. Le Canada a quelques objections relatives à des éléments du document que le président du groupe des négociations sur l'agriculture vient de présenter. Nous avons soulevé ces objections à Genève, mais nous nous en tenons cependant à l'engagement que nous avons pris à Houston et sommes heureux que le CNC ait décidé d'accepter ce document dans le but

d'intensifier les négociations. Il reste encore beaucoup de travail à faire dans ce domaine.

Comme en témoignent les nombreux textes détaillés actuellement à l'étude, nous avons accompli des progrès dans le domaine des règles commerciales, mais il reste encore quelques questions fondamentales à régler. Ainsi, nous avons progressé sur le plan des services en élaborant une ébauche d'entente-cadre, mais il reste encore beaucoup à faire dans le domaine de la libéralisation des secteurs. Nous devons également poursuivre les négociations sur la propriété intellectuelle et les mesures d'investissement.

On sent que certaines questions accentuent les tensions entre pays développés et pays en développement. Cette tendance ne peut qu'anéantir les espoirs que nous avons fondés sur l'Uruguay Round, et c'est pourquoi nous devons la combattre. Nous devons reconnaître les besoins des pays en développement en leur accordant un traitement particulier et différent. Mais il faut que ces pays admettent à leur tour que le système des échanges multilatéraux libres a largement contribué, et peut encore contribuer, à leur développement économique. D'où l'importance de leur pleine participation non seulement aux droits mais aussi aux obligations relatifs au système.

La libéralisation des échanges est visiblement dans notre intérêt à tous. La montée du protectionnisme et de l'unilatéralisme nuit à nos économies. Dernièrement, on concluait dans un rapport publié par la chambre du commerce et de l'industrie de la région Asie-Pacifique que la simple élimination des tarifs entre, notamment, les États-Unis et le Japon amènerait une croissance économique de l'ordre de 100 milliards de dollars. Des NCM menées à bonne fin engendreraient des avantages de plusieurs fois supérieurs à ce chiffre et nous profiteraient à tous. À preuve : la force remarquable du commerce extérieur qui s'explique en grande partie par l'issue favorable des négociations précédentes du GATT. Par ailleurs, dans le même rapport, on renforce la conclusion des études qui indiquent que si les tendances protectionnistes se maintiennent, les occasions manquées coûteront très cher. C'est une expérience douloureuse que nous avons vécue avant que le système actuel de commerce multilatéral ne soit établi. L'Histoire nous montre que le protectionnisme de chaque pays nuit au pays qui se protège et à ses partenaires commerciaux.

L'issue de bon nombre de nos efforts collectifs et individuels des trois dernières années est incertaine. Bien entendu, la réalité politique est toujours plus complexe que la théorie économique. Chaque pays a ses groupes nationaux d'intérêt qui représentent un vrai public d'électeurs avec de vraies préoccupations. C'est donc dire qu'il y a des limites à ce que nous pouvons accepter sur le plan politique.

Mais y en a-t-il parmi nous qui avons atteint cette limite en ce qui concerne les NCM? Je crois que non. Je vous invite à réfléchir aux avantages énormes de la réussite, et au prix énorme à payer pour l'échec. Lorsque les ministres de l'APEC chargés des NCM se rencontreront de nouveau à Vancouver, en septembre, ils devront être prêts à s'attaquer aux questions difficiles. Il nous appartient à tous d'apporter une contribution de premier plan afin que les négociations de Bruxelles donnent les résultats espérés.

Nous avons l'occasion réorganiser le système des échanges mondiaux, de mettre en place des règles de commerce nouvelles et équitables dans les domaines récents et moins récents. Le Canada espère que nous pourrons créer un nouveau Centre du commerce mondial qui protégera nos réalisations au cours des décennies à venir. L'idée de cette organisation, que l'on doit au Canada, rallie de plus en plus de suffrages. John Crosbie, mon collègue, continuera à essayer d'élaborer la proposition du Canada en collaboration avec nos partenaires commerciaux. Nous étudierons la question plus amplement à la réunion de Vancouver.

À la veille de la dernière étape de l'Uruguay Round, qui est aussi la plus critique, notre détermination collective et individuelle d'en arriver à une conclusion globale et substantielle ne doit plus faire l'ombre d'un doute. Nous devons donner l'exemple aux pays de l'APEC pour qu'ils engagent les autres participants à s'employer à en arriver à des résultats importants qui tiennent compte des intérêts de tous les pays. Ce résultat sert manifestement l'intérêt des participants à la conférence. Quant aux conséquences de l'échec, elles sont tout aussi évidentes : des économies affaiblies et une dépendance accrue vis-à-vis de l'unilatéralisme. Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer, ce qui, à mon avis, n'arrivera pas. On ne peut pas s'empêcher de percevoir un sentiment très fort de déception, voire même de pessimisme, quant à l'état des négociations. Mais on a déjà beaucoup fait, les problèmes sont clairs et, même si nous ne disposons pas de beaucoup de temps, nous pouvons en arriver à un résultat significatif et équilibré. Nous devons être déterminés à travailler ensemble et pour cela, il faut regarder vers l'avenir et être fort.

Vu le temps qui nous reste pour mener les négociations à bien, et vu le programme de travail serré établi par le directeur général du GATT, la réunion de l'APEC à Vancouver sur l'Uruguay Round nous semble d'autant plus importante. Ce sera la première rencontre d'une série de réunions multilatérales qui porteront sur les NCM et auront lieu tout au long de l'automne. Au moment de cette réunion, il ne restera plus que trois mois avant la fin des négociations. Nous espérons que les ministres seront prêts à examiner les problèmes de façon approfondie afin qu'ils contribuent vraiment à faire progresser les négociations.

Je serais heureux de connaître vos impressions sur les progrès et les perspectives des négociations à l'issue de la réunion du Comité des négociations commerciales. J'espère que nous pourrons nous entendre sur une déclaration publique montrant notre engagement envers l'Uruguay Round. D'ailleurs, je crois savoir que les représentants de l'APEC à Genève ont déjà discuté de la formulation d'un communiqué à cet effet.